Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 38 (2011)
Heft: 5

Artikel: La diplomatie suisse se cherche un nouveau visage
Autor: Lenzin, René
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-911934

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La diplomatie suisse se cherche un nouveau visage

Après neuf ans à la tête du Département fédéral des affaires étrangères, Micheline Calmy-Rey se retirera à la fin de l'année. Son départ ajoute une tension supplémentaire aux élections du Conseil fédéral du 14 décembre.

Par René Lenzin

«La patriote entêtée» – «L'ambition était plus grande que le pays» – «Entre escapades et engagement» – «Bilan d'un sphinx chatoyant» – «Micheline Calmy-Rey, l'atypique» – «Cruella, la reine suisse des Bruxellois»... Florilège d'intitulés choisis par la presse suisse pour ses articles annonçant la démission de Micheline Calmy-Rey. Ces titres prouvent que la Genevoise d'origine valaisanne est une personnalité aussi vénérée que décriée. Jusqu'à la fin de l'année encore, elle représente le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) qu'elle dirige depuis son élection au Conseil fédéral.

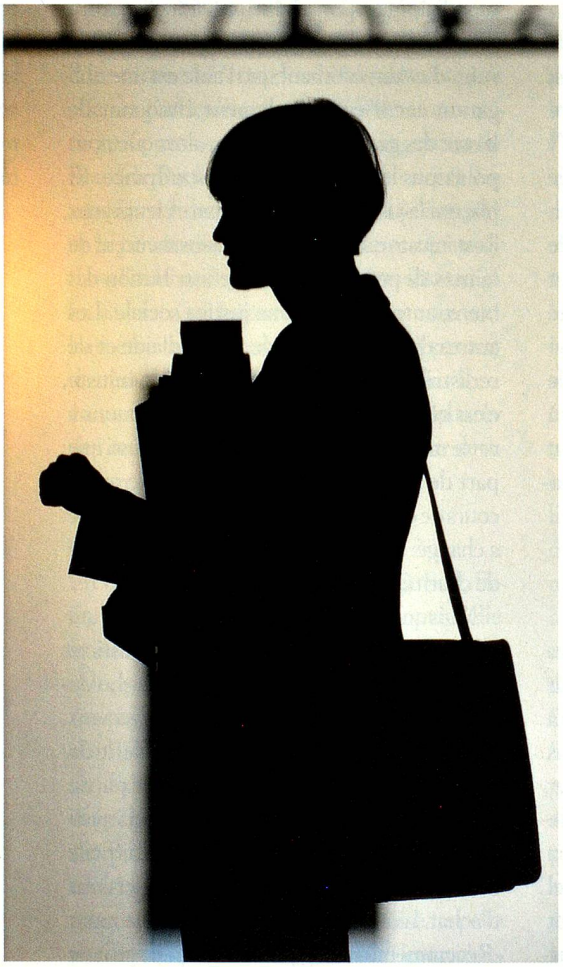
En décembre 2002, l'Assemblée fédérale avait élu la socialiste pour succéder à Ruth Dreifuss. À contrecœur, Micheline Calmy-Rey avait dû prendre la tête du DFAE. Finalement, elle s'est appliquée à imposer la Suisse sur le devant de la scène internationale et à dépous-siérer la diplomatie helvétique. Partisane de la «neutralité active», elle s'est efforcée de conférer une nouvelle dimension à une valeur traditionnelle appréciée par la majorité des Suisses. Selon ses propres termes, elle a toujours entendu mener «une politique étrangère active et engagée en faveur de la paix, du droit international, des droits humains et de la lutte contre la pauvreté». À son palmarès figure le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies créé en grande partie grâce à la Suisse, ainsi que la médiation dans les conflits opposant la Russie et la Géorgie et entre la Turquie et l'Arménie.

Position confuse vis-à-vis de l'UE

À Bruxelles, Micheline Calmy-Rey passait pour une fervente défenderesse des intérêts suisses face à l'Union européenne. Malgré son soutien appuyé à la voie bilatérale, son point de vue à l'égard d'une possible adhésion à l'UE est finalement resté vague. Ses détracteurs au Parlement lui reprochent de conduire une politique de rapprochement en catimini débouchant fatalement sur une adhésion. Ils fustigent aussi l'activisme souvent irréfléchi dont elle fait preuve dans le monde entier, et qui serait plus dommageable que bénéfique pour le pays. Ses partisans louent quant à eux son approche pragmatique de la politique européenne. Selon eux, elle a parfaitement compris que la Suisse ne pouvait faire valoir et défendre ses intérêts que par une présence internationale renforcée.

Chez les Suisses de l'étranger, Micheline Calmy-Rey ne fait pas non plus l'unanimité. Pour mettre en œuvre ses priorités de politique extérieure dans la limite des objectifs financiers restrictifs, elle a transformé le Service diplomatique et consulaire, ce qui a abouti notamment en Europe à une suppression de prestations, voire à la fermeture de consulats (voir p. 27). Par ailleurs, sous Calmy-Rey, le DFAE a réduit le budget de la «Revue Suisse».

À deux reprises (en 2007 et 2011), la ministre des Affaires étrangères a été élue à la présidence de la Confédération. Lors de ses apparitions publiques, son charme agit. Passant bien auprès du peuple, elle était jusque récemment l'un des membres préférés du gouvernement fédéral. Dès son entrée en fonctions, son opposition à la guerre en Iraq l'a rendue populaire. Mais sa réputation a été ternie par l'affaire des otages suisses retenus en Libye, qui a pourtant fragilisé tout le gouvernement et notamment le président de la Confédération de l'époque, Hans-Rudolf Merz. Par ses pairs, Micheline Calmy-Rey est vue comme une cheffe revendicatrice, d'humeur changeante, qui attend de ses collaborateurs une loyauté absolue. «Je le veux!» serait son leitmotiv. Il est à noter qu'au début de son mandat, les départs étaient nombreux dans son proche entourage.



Une grand-mère au Conseil fédéral

Si elle a été élevée en Valais, Micheline Calmy-Rey a fait ses études puis lancé sa carrière politique à Genève. Après quelques années au Grand Conseil, elle a accédé en 1997 au Gouvernement genevois dans lequel elle a dirigé le département des finances jusqu'à son élection au Conseil fédéral.

La promotion des femmes est un thème de prédilection de Micheline Calmy-Rey, que ce soit dans le cadre ou hors du département. Cette mère de deux enfants a été la première grand-mère à siéger au Conseil fédéral. Aujourd'hui, à 66 ans, elle sera plus disponible pour ses trois petits-enfants. On lui prête par ailleurs des ambitions de mandat au sein d'une organisation internationale. Mais avant cela, le Parlement doit encore lui trouver un successeur (les favoris pour la fonction sont des hommes). Son départ a ajouté une tension supplémentaire au renouvellement intégral du Conseil fédéral le 14 décembre.

Photo: Keystone